

Getting the Voice Out

Centres fermés en Belgique

COMMUNIQUÉ DE PRESSE : Un homme gay risque une expulsion vers le Cameroun, où il est menacé de prison et de mort

Publié le 17 juillet 2023 par Martine - Read this post in [English](#), [Nederlands](#)

▪ 17 JUILLET 2023

Un homme gay risque une expulsion vers le Cameroun, où il est menacé de prison et de mort

Il y a plusieurs années, Richard quittait le Cameroun pour fuir des violences du fait de son homosexualité. Alors qu'il a été privé de protection internationale en Belgique au mépris des nombreuses preuves attestant des risques réels que représenterait un retour forcé vers son pays d'origine, il est actuellement détenu dans le centre fermé 127 bis. La menace d'une expulsion imminente illustre de façon inquiétante les difficultés vécues par les personnes homosexuelles lors d'une demande d'asile, ainsi que la violence institutionnelle perpétrée par l'État belge.

En 2015, Richard Ngaballa a été contraint de fuir le Cameroun suite à une attaque homophobe extrêmement violente de sa famille. Richard entretenait alors une relation cachée avec un homme. Un matin, en rentrant chez lui avec son compagnon, il se rend compte d'une embuscade : des membres de sa famille sont présents et le confrontent sur son homosexualité qu'ils viennent de découvrir suite à des rumeurs dans le quartier. Au cours de cette agression, Richard et son compagnon ont tous deux été victimes d'actes de tortures, avant de parvenir à s'échapper et rejoindre l'hôpital de Yaoundé. Ils ont ensuite décidé de quitter le Cameroun, malgré leurs séquelles physiques. Au long du parcours, l'état de santé du compagnon de Richard s'est dégradé. Au Maroc, alors que les deux hommes espéraient pouvoir accéder à des soins de santé gratuits en Espagne, le compagnon de Richard est décédé d'une infection résultant des actes de tortures subis.

Être contraint de prouver son homosexualité par tous les moyens, en vain

Richard est arrivé en Belgique en 2016 pour rejoindre sa tante qui y habite. Il y a introduit une première demande de protection internationale (DPI) pour motif de persécutions liée à son orientation sexuelle au Cameroun. Malheureusement, cette demande fut rejetée, le CGRA considérant qu'il n'y avait pas assez d'éléments pour attester de l'homosexualité de Richard. Au total, Richard aura effectué 4 demandes de protection internationale (DPI) en Belgique, toutes déboutées ou déclarées irrecevables par manque de nouveaux éléments. La quatrième et dernière DPI date de 2022. Richard a alors un nouveau compagnon, avec qui il habite et avec qui il a entamé une procédure de cohabitation légale. Malheureusement, il est impossible pour Richard de réunir tous les documents exigés, tel que par exemple une attestation de célibat provenant du Cameroun. Richard compile tous les documents possibles et envoie également des vidéos intimes à caractère sexuel, ne sachant plus quoi fournir comme preuves après autant d'années et de procédures. La réponse est toujours négative. Le CGRA lui signifiera même "qu'il est interdit d'envoyer des images pornographiques".

Témoigner comme dernier recours face à un risque d'expulsion imminente

Au vu du danger certain encouru, Richard souhaite parler à des journalistes et médiatiser son histoire. En Belgique, les autorités prétendent respecter et protéger les droits des personnes LGBTQIA+ : ce que Richard vit depuis plusieurs années prouve indéniablement le contraire.

Ce contenu a été publié dans [Expulsions en cours](#), [Récits de luttés](#), avec comme mot(s)-clé(s) [cameroun](#), [Expulsion](#), [lutte](#), [Violence](#). Vous pouvez le mettre en favoris avec [ce](#)